

Bulletin d'histoire politique

Réflexion-Québec

Jean Allaire



Volume 2, numéro 4, printemps 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063436ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063436ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Allaire, J. (1994). Réflexion-Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 2(4), 52–53.
<https://doi.org/10.7202/1063436ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

société auxquels la prise de décision politique et la dynamique démocratique sont confrontés.

2. La cohérence de la démarche: c'est reconnaître à priori que le citoyen est le rouage principal du processus politique, c'est donc lui qui est l'acteur à l'origine du secteur qui lie l'État à la société. Cet état de fait est à la base du regard que nous posons sur la dynamique politique. Le réservoir inexploré des potentialités démocratiques est la responsabilité du citoyen seront le point de départ dans la recherche de solutions.
3. L'invention du politique: les solutions recherchées devront être réalisées et réalisables, cela va de soi. Cependant, la vision qui inspirera ces solutions devra être audacieuse pour être à la mesure de diagnostics rigoureux. La force de l'imaginaire autant que l'excellence de l'expertise seront les balises nécessaires de ce projet de renouvellement du et de la politique.

Le «**RÉSEAU RÉUSSIR**» organisera des rencontres sur le renouvellement des conceptions et des moyens et de toutes les voies qui amènent à la réussite d'un nouveau pays.

André Boisclair
Député P.Q.

RÉFLEXION-QUÉBEC

Il y a un an donc, nous avons mis sur pied un groupe de réflexion qui avait pour objectif de jeter un regard nouveau sur le Québec d'aujourd'hui, pour y faire une série de constats, cerner une série de problèmes, élaborer des ébauches de solutions et, espérons-nous, lancer un débat public sur les préoccupations réelles des Québécois et des Québécoises tout en étant mobilisateur auprès de cette même population. L'opinion publique aura fait que, sur ce point, les résultats ont dépassé toutes nos espérances.

Les travaux du Groupe de réflexion n'étaient pas exhaustifs mais étaient plutôt circonscrits à sept thèmes, soit:

- La démocratie;
- La gestion des finances publiques;
- L'économie;
- La santé et les programmes sociaux;
- L'éducation;
- L'identité du Québec;
- La Constitution.

Sous le titre «Un Québec responsable», le résultat des travaux du Groupe a été dévoilé le 5 novembre 1993, dans un document tabloïd accessible à tous à peu de frais.

Nous avons été et nous demeurons extrêmement fiers et satisfaits des travaux de ce groupe, qui réunissait des personnes de tous les milieux, de tous les âges et de toutes allégeances dans un processus qui se voulait certes politique, mais non partisan.

Le rapport du groupe Réflexion-Québec avait été préparé à huis clos, par des comités qui ne s'étaient jamais rencontrés entre eux. En le publiant, nous ne savions pas du tout quelle réception la population du Québec accorderait à ce rapport. Nous ne savions pas non plus quelle suite nous allions lui donner.

Parmi les gens ayant participé aux travaux du groupe, il s'en trouvait de chacune de ces trois tendances. Certains voulaient qu'on appuie sur l'accélérateur, d'autres voulaient qu'on appuie sur le frein, d'autres enfin voulaient qu'on passe au neutre et qu'on regarde le paysage en se laissant pousser.

Comme le rapport du groupe Réflexion-Québec était destiné d'abord et avant tout à la population québécoise, notre désir commun était de demeurer «connecté» avec les préoccupations populaires. C'est pourquoi nous avons créé le groupe Action Québec.

La voie étant tracée, certains membres du groupe Réflexion-Québec ont préféré ne pas continuer, d'autres se sont joints à nous.

Nous sommes partis avec notre baluchon ou plutôt notre série de diapositives, pour rencontrer des gens aux quatre coins du Québec. Pendant cette tournée, nous avons tenu de petites assemblées, d'autres plus importantes, durant

lesquelles nous avons pu échanger avec plus de 2 000 personnes.

Partout où nous sommes passés, dans les petites assemblées comme dans les grandes, les gens ont confirmé leur ressentiment envers le gouvernement actuel et l'absence d'alternative valable. Ils ont en fait confirmé dans notre esprit le besoin d'une nouvelle voie et nous ont demandé de la former.

Des sondages scientifiques ont fait passer l'option que nous défendions d'abord de 9 % à 17 %, puis de 17 % à 27 % et ce, au plus fort de la vague d'attaques.

Après mûre réflexion, j'ai décidé de répondre affirmativement à ceux qui voulaient que je fonde un nouveau parti politique au Québec.

Nous ne sommes pas là pour enlever des votes à qui que ce soit, mais pour donner un droit de vote à des gens qui disent n'avoir pas de choix. En définitive, nous voulons travailler pour quelque chose et non contre quelque chose. Nous estimons que la réforme de nos institutions et de notre gouvernement doit être générale, sinon elle n'aura pas d'effets réels.

Enfin, nous pensons qu'il faut faire le ménage chez nous d'abord avant d'envisager quelque changement majeur que ce soit dans le destin du Québec.

(Extrait du Lundi d'histoire du 7 février 1994.)

Jean Allaire

FORUM PARITAIRE QUÉBÉCOIS-AUTOCHTONE

(Extrait du manifeste concernant l'avenir des relations entre les Autochtones et les Québécois.)

Le Forum paritaire est un groupe de réflexion composé de porte-parole et de personnes responsables d'organisations autochtones et québécoises, dont certaines comptent des milliers de membres. Une vingtaine de personnes y participent régulièrement et le Forum a tenu plus de quinze rencontres

formelles. Le Forum ne regroupe pas, pour des raisons pratiques, toutes les organisations québécoises et autochtones qui pourraient être intéressées à ce débat; dans la mesure où ses travaux auront suffisamment progressé, il vise cependant à élargir le débat.

Les aspects fondamentaux des relations entre Autochtones et Québécois sont abordés au Forum paritaire: l'autonomie gouvernementale, l'autodétermination, le rapport au territoire, les droits individuels, les droits collectifs, les droits nationaux, le cadre politique, les juridictions qui existent ici et ailleurs dans le monde, le règlement des litiges, les points de divergence et de convergence entre Autochtones et Québécois, les liens économiques et sociaux, le développement culture, etc.

Le Forum est un lieu privilégié de rencontre pour s'informer mutuellement des préoccupations de chacune des organisations et des nations, pour partager des analyses de la situation, pour mieux se comprendre de part et d'autre et pour tracer les lignes directrices d'un projet de société qui inclut ces préoccupations et ces analyses.

Le Forum cherche à identifier et à combattre les préjugés ainsi qu'à améliorer mutuellement le niveau de connaissances des réalités de chacun des groupes représentés au Forum.

Le Forum doit être perçu comme un lieu pour mesurer et mettre en valeur nos convergences; dans un souci de réalisme, il veut identifier aussi nos divergences et clarifier des moyens pour les surmonter.

Par delà l'impasse du grand débat juridico-politique sur la place des Autochtones et du Québec dans la Constitution, le Forum paritaire doit être vu comme un lieu où certaines «forces vives» des milieux québécois et autochtones veulent contribuer à remplir le vide existant au plan des relations actuelles entre la population québécoise et les peuples autochtones.

Le Forum n'est pas un groupe d'appui aux Autochtones ni un lieu de promotion d'une option politique pour le Québec.

Si certaines organisations participantes prônent l'option de la souveraineté du Québec, le Forum considère qu'il s'agit d'une option plausible, qu'elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour atteindre des objectifs et pour réaliser un projet de société valable.